

La menace de déflation grandit

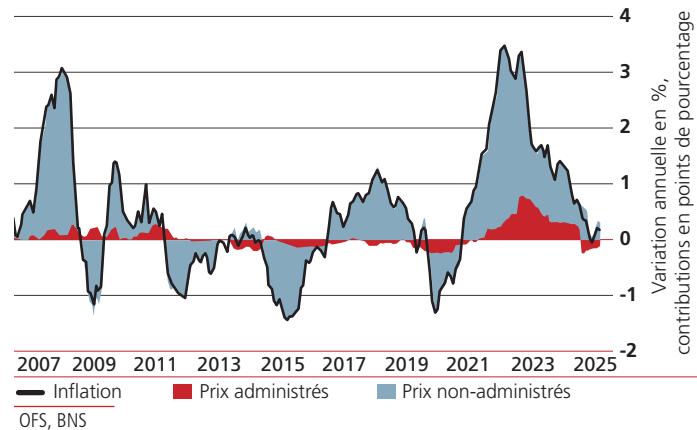
CONJONCTURE. L'inflation a une nouvelle fois ralenti en Suisse en octobre à 0,1% en glissement annuel. Seuls les loyers continuent de l'alimenter.

Pascal Schmuck

L'économie suisse se rapproche toujours plus d'une situation de déflation. En octobre, l'indice des prix à la consommation s'est contracté de 0,3% en glissement mensuel. Sur une année, l'inflation n'est que de 0,1%, alors qu'elle était encore de 0,2% à fin septembre. Les loyers, qui ont augmenté le mois dernier de 1,9% en rythme annuel, restent l'élément moteur de l'inflation dans le pays, selon les chiffres publiés lundi par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les baux des appartements et villas ne relèvent pas des domaines soumis à des prix administrés en Suisse, malgré le taux hypothécaire de référence établi chaque trimestre par l'Office fédéral du logement (OFL), rappelle la Banque nationale suisse (BNS) dans une étude de travail publiée lundi passé sur l'impact de cette pratique sur l'inflation. Les loyers pèsent pour près d'un cinquième

LES PRIX ADMINISTRÉS N'INFLUENT PAS L'INFLATION



de la dépense totale des ménages.

Les autorités fixent les tarifs de plusieurs catégories, pour un total de 25% du panier de l'OFS, rappellent les trois auteurs. A titre de comparaison, la zone euro n'en compte que 10%. L'étude montre que l'indice des prix à la consommation voit son évolution régulée dans trois grands segments que sont la santé (15% du panier), l'énergie et les transports

publics. Ces secteurs, suivis notamment par le Surveillant des prix, ont eu tendance à atténuer l'inflation, mais que de manière marginale. Suffisent-ils à expliquer l'écart observé avec la zone euro? Pour les trois auteurs, la réponse est négative: les prix administrés ont augmenté environ six fois moins vite en Suisse que chez ses voisins et les prix non-administrés ont crû cinq fois moins vite. La

stabilité helvétique s'explique principalement par des facteurs structurels et concurrentiels, concluent les économistes de la BNS.

La Suisse reste protégée de l'inflation importée par la force du franc et l'énergie a moins de poids dans le panier des consommateurs que dans la zone euro grâce aux barrages et à la production hydroélectrique.

Les prix des produits importés ont enregistré en octobre un recul de 0,5% sur un mois et de 1,3% sur douze mois. Depuis janvier, «la dépréciation du dollar américain atteint près de 11%, ce qui exerce un effet désinflationniste durable», souligne dans une note Arthur Jurus, directeur des investissements à la banque Oddo BHF Suisse.

Quant aux prix de l'électricité, ils sont ajustés une fois par an, ce qui se traduit par un retard de réaction par rapport aux hausses mondiales, rappelle l'étude. En octobre, la catégorie énergie et carburants a vu ses

tarifs se contracter de 5,2% en rythme annuel. Elle continue de se dégonfler après avoir représenté un tiers de l'inflation totale en 2023 en raison de la flambée des coûts liée à la guerre en Ukraine.

Dans la zone euro également

La baisse de l'inflation a aussi été observée dans la zone euro, où le renchérissement a ralenti à 2,1% en rythme annuel contre 2,2% en septembre, selon une version préliminaire publiée vendredi par Eurostat. Cette tendance devrait atténuer la pression sur la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle réduise davantage ses taux d'intérêt directeurs.

La BNS dévoilera le 11 décembre sa décision de politique monétaire. Elle a opté pour le statu quo à 0% lors de ses précédentes réunions en juin et en septembre, ne voulant pas entendre parler de taux négatifs. Si l'inflation devait continuer à ralentir, ce scénario pourrait toutefois reprendre de l'ampleur.■